lorsque la direction des affaires passa à un vrai républicain plein d'honneur, Henri Brisson, se constituant contre le Congrès tion Ex-Ministère Ribot, Dupuy, Méline, Bourgeois, M. Cavaignac, le garde de ce ministère de la guerre ou travaillant les congrégationnistes.

Le sermonat du Père Didon

Les moines, toujours pleins de courage. Ils avaient l'Affaire: la bienheureuse Affaire, suscitée, paraît-il, par Dieu lui-même pour ramener la France à la foi catholique. Un des leurs, le Père Didon, du Ordre de Saint-Dominique, supérieur de l'école Albert-le-Grand, prononça, lors de la distribution des prix, que présidait le généralissime Jamont, un discours éloquent et scolastique, dans lequel, avec l'ardeur d'un saint Pierre martyr et la philosophie d'un saint Thomas d'Aquin, il invoquait la Providence contre des moines occupés uniquement d'avoir pensé d'une certaine manière, d'avoir eu une opinion, ce qui, selon la doctrine catholique, est à la vérité condamnable en matière de foi. Et qu'est-ce qui n'est pas matière de foi, depuis que le pape infaillible s'est prononcé sur les mœurs comme sur les dogmes? Il s'avertissait, du reste, que cette Providence ne désordre il s'en rendrait complice, annonçait des représailles sanglantes contre ceux qui attaquaient l'ar-mée, ce qui prétendait s'autoriser d'une chose que par la parole et par la plume et qui n'était, dans le fait, que la démonstration généreuse d'une erreur judiciaire. Enfin, il prédisait la substitution du pouvoir civil à l'autorité militaire, mettant ainsi le bras séculier sous l'obéissance directe de la puissance spirituelle.

Peut-il, disait ce moine éloquent, faut-il laisser aux mauvais libre carrière? Non certes! Lorsque la persuasion a échoué, lorsque l'humeur a été impuissant, il faut s'armer de la force coercitive, heurter le glaive, terroriser, sévir, frapper; il faut imposer la justice. L'emploi de la force en cette conjoncture n'est pas seulement licite et légitime. Il est obligatoire; et la force ainsi employée n'est pas une puissance brutale: elle devient énergie bienfaisante et salutaire.

L'art suprême du gouvernement est de savoir l'heure exacte où la tolérance devient de la complicité. Malheur à ceux qui méconnaîtraient l'heure! Malheur à ceux qui, sous une insuffisante légalité, à ceux qui laissent le glaive s'émousser, à ceux dont la bonté tourne en faiblesse! Il faut que le livre à toutes les antiques vertus, et que le sang coule pas, et que le glaive, frappe; il faut imposer la justice. Il faut que le glaive, et une dame à qui il a pour un bonnet, et un attachement. Pour exploiter Affaire, ils lancèrent leur journal *La Croix*, rédigé dans le style du père Duchesne et qui portait pour vignette, au lieu du marchand de tourneaux, Jésus crucifié, et ce symbole donnait, pour l'égarement des simples, l'onction d'un texte sédition et la majesté des formes liturgiques à leurs sales injures et à leurs abominables calomnies. Bientôt des *Croix* parurent dans tous les départements, qui répandirent par les campagnes, avec l'image du Christ, le mensonge et l'outrage.

De leur imprimerie, la « Maison de la Bonne Presse », sortaient une multitude de revues, d'almanachs, de brochures de propagande religieuse et politique. Ils abondèrent en œuvres, fondèrent des confréries pour favoriser les commerçants catholiques et recommander par la famille les petits boutiquiers à la piété: ils fondèrent des associations de chevaliers qui prétaient, en leurs mains, serment d'obéissance et reçurent en retour un diplôme signé sur l'autel; ils fondèrent l'œuvre électorale catholique qui, par la suite, prit le nom de Justice-Egalité, et qui se donnait pour objet d'intervenir directement dans toutes les élections municipales, cantonales, législatives, présidentielles, et de triompher ainsi des mécréants comme la croisée du moyen-âge triomphaient des musulmans. Ils avaient, dit M. Waldeck-Rousseau, pour tâche le compte-courant des élections, une agence et un agent dans chaque canton, qui les recueillaient « l'obole des nonnes pour la guerre sainte ». Les quatre-vingt-seize catholiques, l'œuvre de Notre Dame des Armes, qui disposait d'un budget montant à un million et demi de francs se réunit à ces religieux.

L'organisation de l'émeute

Les républicains parlementaires qui n'avaient pas su se porter à temps entre leurs électeurs et les nationalistes et avaient laissé l'antisémitisme envahir l'opinion à l'aide des mensonges qu'ils avaient craint de combattre, regardaient surpris, inquiets, cette entrée en campagne de l'armée noire.

M. Léon Bourgeois, dans un discours prononcé à la Chambre le 16 novembre 1897, dénonça l'audace croissante des congrégations, signala avec terreur la toute puissance des influences catholiques dans l'armée, montra, dans les villes de garnison, les officiers allant à la messe pour les encourager, leur avancement, et envoyant leurs enfants chez les moines qui les élevaient dans la haine et le mépris du pouvoir civil. La Chambre ordonna l'impression de ce discours, et les ministériels l'applaudirent ne pensèrent un seul instant à arracher à ces moines l'arme que leur fournissait l'Affaire, préférant les servir eux-mêmes et, pour combattre le nationalisme, s'abriter des mensonges où l'ennemi se retranchait comme dans une forteresse inexpugnable. Cette endurance des hommes, qui semblait poussée à son extrémité, s'accrut. Ils excitaient et stupéfiaient les foules flottantes par des promesses fallacieuses et de grossières impostures.

Ils entraînèrent dans les complots royalistes, y poursuivant moins la restauration impossible du prétendant que l'établissement d'une dictature militaire et l'organisation d'une force matérielle dont ils eussent été l'âme. Ils se mêlaient aux troubles de la rue, embauchaient des émeutiers. Il n'y avait pas de soir où dans Paris, sur les boulevards, des bandes de jeunes camelots n'allassent criant: « Vive l'armée! » au profit de l'Eglise romaine.

Les élections

Les élections approchaient à pas près partout sur l'Affaire, dans un tumulte inouï de menaces et d'invectives; si le sang ne coula pas, c'est qu'il y a dans le caractère français un fonds de modération qui répugne aux guerres civiles. Les républicains en sortirent péniblement vainqueurs, après une lutte humiliante, sous un amas d'injures et de calomnies, ayant perdu plusieurs de leurs chefs et laissé en politiques endroits l'avantage à de violents adversaires.

Le péril éclatait. Les républicains du Parlement le voyaient, mais ils ne découvraient pas encore, ils ne voulaient pas découvrir la cause immédiate de leur faiblesse et de leur abaissement. Ils ne soupçonnaient pas encore la réponse forte parole qu'avait prononcée un jour, en renonçant à une candidature le ministère qui leur eussent dû leur faire entendre. Affaire? Affaire? Le parti, comme le parti républicain, avait dit Maurice Lebon, ne peut impunément laisser violer les principes supérieurs de droit et de la justice, le parti ne peut rien faire sans eux. Malgré les efforts de quelques hommes tels que Ranc, Janvier, Clémenceau, Trarieux, Pressensé, le parti avait suivi le mouvement de concert avec les nationalistes sur l'affaire Dreyfus. C'était l'essentiel. Il était évident que les républicains ne pouvoir agissant de l'Affaire, les nationalistes en seraient, mais les Affaires les républicains des moines.